



Communauté
d'Universités et d'Établissements
Lille Nord de France



MASTER MENTION DROIT DU NUMÉRIQUE

4 semestres - 120 ECTS

● Description de la formation

La spécialisation en « Droit du numérique » va de la maîtrise des technologies de l'information et de la communication à la capacité, sur le plan juridique, de prendre en charge les problématiques de faisabilité juridique des montages innovants. Elle trouve des applications dans toutes les branches du droit (qu'il s'agisse de dématérialisation des procédures, signature électronique, criminalité informatique, confidentialité, saisie en ligne, preuve, protection des données personnelles ou constitution de site), dans tous les métiers qui recrutent des juristes formés à celles-ci (avocats, notaires, huissiers, conseils, vente à distance) mais également de l'assistance en entreprise à toutes les branches « Recherche innovation ». La mise en place de l'administration électronique (dématérialisation des marchés publics, du contrôle de la légalité, forums de discussion, cartes de vie quotidienne) entraîne une demande spécifique de la part de l'administration de l'État et des collectivités territoriales. Le recours au numérique conduit à la création de nouveaux métiers (correspondants Informatique et Libertés, modérateurs de sites publics, rédacteurs de contrats informatiques, services d'imageries médicales, droit et télé-médecine), mais aussi à un développement nouveau des fonctions d'assistance juridique à la réalisation de projets de recherche et d'innovation (problématiques de la Privacy by Design, du Data Mining, de conformité aux lois informatiques et liberté, Loppsi 2, transferts transnationaux de données, sécurité, conflits de lois, etc) que ne maîtrisent pas toujours les structures juridiques traditionnelles.

● Objectifs

Évoluer, développer et promouvoir les capacités de synthèse, capacités rédactionnelles des étudiants sélectionnés - Les amener à maîtriser des techniques de recherche et leur application aux exigences du milieu professionnel concerné par l'usage des TIC ; étude de faisabilité juridique, conformité CNIL.

L'ambition fondamentale de la formation tend à former des généralistes aptes à s'adapter aux contraintes professionnelles des différents métiers ayant recours aux technologies de l'information et de la communication et aux usages numériques dans leur dimension juridique.

● Principales matières enseignées

En M1 : Droit du commerce international - Droit des médias et technologies de l'information, droit de la propriété intellectuelle, droit pénal des affaires - Droit de la santé - Anglais - Allemand - Espagnol.

En M2 : Architecture des systèmes d'information - Protection des données personnelles et de la vie privée - Contrats électroniques - Propriété intellectuelle et nouveaux enjeux - Sécurité informatique industrielle - E-administration. En M2 (semestre à Murcie) : aspects juridico-pénaux et politico criminels des biotechnologies ; bio droit du début de la vie ; bio droit de la fin de vie.

● Stage

Stage de 1 mois minimum à 3 mois.

● Modalités de contrôle des connaissances

Règlement des études de l'Université Lille 2 et de l'Université de Murcie (pour les étudiants suivant le double master franco-espagnol).

Examens écrits et oraux, contrôles continus et soutenance d'un mémoire en M2.

● Compétences acquises

La formation tend à mettre l'accent sur l'obtention et au développement des connaissances du droit du numérique validées par le certificat complémentaire du C2I niveau 2 « métiers du droit ». Connaissance de l'anglais, de l'espagnol (le M2 se développe en un double master franco-espagnol qui mène les étudiants sélectionnés à passer un semestre à l'université de Murcie où ils préparent en même temps le master Bio Droit de cette université). Aptitude à développer l'étude de faisabilité juridique de projets industriels, à la détermination des verrous juridiques et des moyens d'assurer la conformité au droit. Assurer le traitement juridique des dossiers internationaux - Définir des politiques juridiques (e-commerce, e-health, protection des données, sécurité).

● Insertion professionnelle

Métiers visés d'une manière générale : tous les métiers du droit traditionnels (publics ou privés) confrontés à l'irruption du numérique dans le développement de leurs activités (habitats intelligents, médecine personnalisée, dématérialisation des actes juridiques) - Organisateur des systèmes d'informations - Gestion de la sécurité des données d'e-Santé (sécu, carte vitale, DMP) - Responsable des sites des collectivités territoriales (démocratie locale, guichet unique, etc).

● Poursuites d'études

M1 Droit du numérique : débouchés privilégiés vers le M2 Droit du cyberspace : Technologies et innovation numérique (DCTIN). **Le M2** indifférencié peut amener en fonction des résultats obtenus à une labellisation « professionnel » ou « recherche » (susceptible de conduire à des études de doctorat).

● Conditions d'accès

Entrée en M1 : accessible après une licence généraliste ou d'autres diplômes équivalents du Droit, de l'AES. Accès dérogatoire possible sur examen de dossier d'équivalence ou de validation des acquis de l'expérience (VAE)

Entrée en M2 : M1 ou équivalent en Droit, AES ou Sciences Politiques. Tous les dossiers de M1 candidats au M2 font l'objet d'un examen par l'équipe de recrutement du M2.

● Formalités d'inscription

En M1 : les étudiants licenciés en Droit ou en AES de Lille 2 s'inscrivent de droit. Pour les autres étudiants : examen sur dossier (commission pédagogique).

En M2 : recrutement basé sur critères académiques, professionnels, linguistiques (pour ceux qui veulent aller en Espagne) ; le projet professionnel est réalisé en juin/juillet.

● Lieu de la formation

Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales

Adresse : 1, place Déliot - BP 629 - 59024 Lille

Tél. : + 33 (0)3 20 90 74 00

Site Internet : droit.univ-lille2.fr

Métro : ligne 2, station Porte de Douai